



Un CSA de réseau de fin de période ?

Point d'actualités au regard des événements

Ce Comité social d'administration de réseau se tenait dans un contexte inédit marqué par des événements de violence engendrant des dégradations plus ou moins importantes des centres des Finances publiques. Le Directeur général a dressé un état des sites endommagés. La Direction générale s'est dite soucieuse d'assurer la sécurité et la protection des personnels et des bâtiments en lien avec le ministère de l'Intérieur mais aussi en engageant rapidement la réhabilitation des bâtiments pour les sites les moins touchés et en réfléchissant sur des relogements pour les résidences les plus endommagées. Concernant les personnels, le télétravail sera mis en place pour celles et ceux qui le peuvent. Pour les autres, en attendant qu'une solution soit trouvée l'autorisation d'absence exceptionnelle est accordée. Les organisations syndicales ont demandé qu'au-delà de cette prise en considération, la prise en charge psychologique pour les agentes et les agents qui le souhaitent soit mise en place.

GMBI : tout va pour le mieux !

Après ce moment d'informations partagées, le sujet de la campagne « gérer mes biens immobiliers » a fait l'objet d'un long échange, le Directeur Général n'appréciant guère nos interventions médiatiques, surtout qu'elles se trouvent validées sur place par lesdits media.

Les organisations syndicales ont mis sur la place publique la *vraie vie* des personnels et la *vraie vie* des contribuables. Pour les syndicats cette campagne n'est que le reflet de tout ce qui ne fonctionne plus dans notre administration, faute de moyens suffisants et de dialogue social sincère depuis des années. Si la DG reconnaît qu'elle aurait peut-être pu faire mieux, elle s'est félicitée de sa capacité d'adaptation au regard des décisions politiques prises. Elle assume le choix de ne pas avoir informé les 33 millions de propriétaires déclarants par l'envoi d'un courrier dont le coût avoisinant les 12 millions était jugé exorbitant par le DG... économie qu'on paye dorénavant très cher. Cet argument n'est ni audible ni acceptable pour les représentants du personnel. Les premières victimes de ces choix sont les agentes et les agents, les contribuables mais aussi les directions locales qui ont dû confectionner dans l'urgence leur propre imprimé pour essayer d'absorber le flux de réception. Qui plus est, le cynisme de l'argumentaire chiffrant ainsi le prix du désarroi des agents et des usagers est proprement hallucinant.

Dialogue social renforcé à l'épreuve des actes

Cette instance a été le moment d'officialiser les évolutions du dialogue social portées par les organisations syndicales avec un changement de méthode et de contenu :

- Un CSAR d'ouverture pour déterminer les attendus avec des ordres du jour prédéfinis ;
- Un suivi de GT de concertation avec les seules organisations syndicales représentatives au CSAR. Ces GT faisant l'objet de relevés de décisions ;
- Un CSAR conclusif (ou d'étape selon les cas) ;

Le DG a réaffirmé les axes pour la rentrée de septembre autour :

- La sécurité et la protection des personnels ;

- L'indemnitaire relevant de la DGFIP, le déroulé de carrière et des promotions ;
- Le numérique/IA (intelligence artificielle) au regard de l'exercice des missions et des conditions de travail.

L'intersyndicale espère que ce CSAR marquait la fin d'une ère. Elle compte bien peser davantage dès maintenant sur l'avenir de la DGFIP concernant les conditions d'exercice des missions et de travail des personnels, des moyens mais aussi celle de la reconnaissance pécuniaire de l'engagement mis à rude épreuve ces dernières années.